

J.A. Lausanne Domaine 72 public

Plus que jamais l'Europe!

M. Wilson a décidé de faire le saut. La Grande-Bretagne ne sera plus une île. Pour une fois les mots ne sont pas ampoulés: la décision est historique.

L'Association européenne de libre échange, à peine remise de la violation de contrat que fut l'augmentation unilatérale des taxes douanières par l'Angleterre, est à nouveau lâchée. Et cette fois la séparation de corps semble définitive. Pour deux raisons: parce que la France, même si elle ne veut pas faire de concessions, n'opposera pas son veto; (ce pronostic, nous l'avons risqué, il y a plusieurs mois déjà); et aussi parce que les membres de l'AELE n'ont pas imposé à la Grande-Bretagne les mêmes conditions qu'en 1961; elle peut négocier pour son compte, sans avoir à attendre ses autres associés; elle est simplement priée de ne pas les oublier. Personne d'ailleurs ne se fait d'illusions sur cette mémoire; les sept de l'AELE se disent pragmatistes; ils se doivent donc de ne pas rêver sur leur altruisme réciproque; de toute façon, ce n'est pas le genre anglais. Chacun espère simplement qu'en défendant ses propres intérêts, l'Angleterre obtiendra quelques concessions, dont les autres à leur tour pourront se prévaloir.

La diplomatie suisse joue la sérénité. Et pourtant que de signes d'énervement! Maladresse, notre ardeur à nous distancer de l'Autriche, pour mieux faire l'éloge de la Suède, qui sait pourtant, elle, faire preuve de souplesse. Signe d'inquiétude que le voyage de M. Schaffner au Japon. Il a fait rire le Mikado, nous apprend la presse; c'est un succès. Dommage qu'on ne nous rapporte pas le mot; mais l'exportation de nos « witz » n'était pas le but du voyage; on comprend sans peine que le Japon, pays exportateur, membre de l'O.C.D.E. va être placé par le renforcement du Marché commun devant des problèmes semblables aux nôtres; comme les Etats-Unis; comme certains membres du Commonwealth. La Suisse cherche une solution de rechange de leur côté.

Inquiétude helvétique, que l'on dissimule, devant les difficultés du Kennedy round. La diplomatie suisse, fidèle à sa ligne libre-échangiste, en attendait le maximum; une fois de plus, elle risque d'être déçue. Enfin, la Suisse a réussi à accréditer l'opinion que, de tous les pays européens, elle est le pays tête

de dure, la vieille garde, le réduit. Est-ce diplomatique? Telle est notre sérénité.

Les choses étant ce qu'elles sont, nous n'avons, aujourd'hui, c'est évident, aucune décision spectaculaire à prendre. Et pourtant l'Europe doit devenir notre préoccupation majeure, de deux manières. M. Schaffner, retour de Londres, a déclaré que le pays n'était pas pris au dépourvu. Le gouvernement, les industriels, l'administration, la nation entière suivent de près l'évolution de la situation. Nous serions prêts.

C'est inexact. Le débat national n'a pas encore eu lieu. Nous restons, à « Domaine public », persuadés que les dirigeants de l'économie suisse demeurent hostiles à l'Europe. Récemment encore M. Robert Junod, un des patrons de la chimie bâloise, faisait dans une conférence publique, prononcée à La Chaux-de-Fonds, une déclaration ouvertement anti-européenne. Nous savons que cette opinion n'engage pas que lui seul. Elle est représentative de la pensée du patronat bâlois. De formidables intérêts s'opposent à notre rapprochement avec l'Europe. Il est, certes, légitime que des responsables de notre économie disent non en fonction de leur situation propre. Mais cette opposition (à quelques exceptions près) ils ne l'ont pas encore justifiée publiquement. La discussion nationale est sous le boisseau. Peu nous chaut donc que l'administration demeure vigilante. Ce que nous demandons, c'est qu'on étale les cartes sur la table. Que veut la bourgeoisie d'affaires suisse, une des plus riches de l'Europe? Quels sont ses intérêts? Quand coïncident-ils avec ceux de la nation entière?

Ensuite, nous devons dès maintenant nous préparer à choisir. La perspective de ce choix pourrait stimuler toute notre vie nationale; c'est l'antiscierosant dont nous avons besoin. L'aménagement du territoire, l'aide à l'agriculture, le financement des universités, de la recherche, la sécurité sociale, l'intégration des travailleurs étrangers, tout prendra une autre signification si nous sommes conscients que nous avons devant nous un délai court avant que nous répondions oui ou non.

Etre prêts, ce serait à la fois discuter sans arrière-pensée et agir. Tel n'est pas le cas.

Il ne faut pas confondre une conférence de presse de M. Schaffner avec un débat national.

Plus que jamais la Grèce!

Ce qui se passe en Grèce est grave. Non seulement parce que nous devons à nouveau entendre, dans un bruit de bottes, des vantardises sanguinaires (« nous fusillerons tous ceux qui inscriront sur les murs des slogans communistes »), mais parce que l'événement suscite des réactions internationales (et locales)¹ qui nous révèlent qu'il suffit qu'éclate un putsch dans un seul pays pour que reviennent les réflexes les plus détestables.

Ainsi M. Marcel Regamey, dans le dernier numéro de « La Nation », se plaint de ce que la presse vaudoise a été incapable de donner des événements un commentaire objectif, révélant « combien elle est imprégnée du langage soviétique ». Mais lui-même que ne révèle-t-il pas? Ce juriste par ailleurs si soucieux de la protection de la personne contre l'arbitraire étatique en vient à justifier le pire de tous: l'arbitraire policier et militaire, suspendant toutes les garanties légales du citoyen. Ce protestant pieux qui, dans la même page, reproche à un évêque sud-

américain d'utiliser un langage marxiste alors que les mêmes choses « peuvent être dites en un langage plus chrétien », bagatellise, chrétiennement, les camps d'internement grecs, qui sont sur les îles de beaux paradis concentrationnaires: « Le Parlement conduit périodiquement le pays au désordre. L'armée réagit alors et impose une dictature. On interne un nombre variable de politiciens et on reconstruit l'Etat, puis le gouvernement militaire s'affaiblit et le Parlement retrouve ses droits ».

Arbitraire policier et camps d'internement présentés sur un air de marionnettes, trois p'tit tours au pénitencier et puis s'en vont, sont justifiés au nom de quoi? De l'anticommunisme devenu raison d'Etat, ce qui, en d'autres temps a servi, déjà.

Or l'analyse politique n'est même pas exacte. Bien sûr, on sait que l'instabilité politique grecque a toujours tenté les grandes et moyennes puissances (Allemagne jadis, Angleterre, France ou Russie), on sait de même que l'Union soviétique n'a jamais perdu de vue les occasions qui lui permettraient d'assurer ses débouchés sur la Méditerranée orientale, et n'est pas naïf pour autant qui ne récite pas cette vieille leçon.

Car la réalité aujourd'hui ne correspond pas à ce schéma figé. Il est évident que l'Union soviétique,

Bi-mensuel romand
N° 72 11 mai 1967 Quatrième année

Rédacteur responsable: André Gavillet

Le numéro: 70 centimes

Abonnement pour 20 numéros:

Pour la Suisse: 12 francs

Pour l'étranger: 15 francs

Changement d'adresse: 50 centimes

Administration, rédaction:

Lausanne, Case Chauderon 142

Chèque postal 10 - 155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A., Lausanne

Aux articles de ce numéro
ont collaboré:

Ruth Dreifuss

Jean-Claude Favez

André Gavillet

Jean-Jacques Leu

Jacques Morier-Genoud

Marx Lévy

Christian Ogay

C.-F. Pochon

Le N° 73 sortira de presse le jeudi 25 mai 1967

¹ On a vu des jeunesses libérales (associées aux Vigilants) protester à Genève contre l'émotion soulevée par l'instauration de la dictature en Grèce. Un comble, si les mots ont un sens. Que ces jeunes-là témoignent de leur inéducation politique, cela ne nous gêne pas; nous sommes pour la politisation de la jeunesse. Mais leurs aînés libéraux ne devraient pas oublier que la fessée publique fait aussi partie des moyens de politiser la jeunesse, du moins la jeunesse libérale et genevoise. Qu'attendent-ils pour retrousser leurs manches?

(Suite en page 4)

La bourgeoisie
suisse,
une des plus riches
du monde.

Record
des placements
à l'étranger.

En moyenne
par habitant,
cinq fois plus
que les Etats-Unis

Un beau bilan

Faites un bilan ! A l'actif, la fortune suisse placée ou investie à l'étranger; au passif, la fortune étrangère en valeurs suisses. Excédent en faveur de la Suisse, trente milliards de francs.

Si à cette somme vous ajoutez les réserves de change de la Banque nationale suisse, 12,3 milliards, vous obtenez avec quelque 43 milliards de fortune nationale, un record du monde (encore un). Comme la Suisse est un petit pays, il faut pour les comparaisons internationales convertir cette prodigieuse fortune en fortune individuelle, la répartir entre chaque habitant, ce qui est, on le conçoit, un exercice théorique, comme toujours lorsqu'on divise une donnée nationale par le chiffre de la population, inclus les femmes et les petits enfants. Par tête helvétique la fortune placée hors des frontières s'élève à 7659 francs. En comparaison la fortune par tête yankee n'est que de 1417 francs. Plus de cinq longueurs d'avance à notre avantage; le sprint mondial des détenteurs de richesses extra muros, nous ne le gagnons pas d'un demi-pneu, mais détachés.

Un docteur en sciences économiques vous le ferait remarquer avec profondeur: comme toutes les moyennes, c'est une moyenne; ce qui veut dire que la moyenne de nos concitoyens n'est pas touchée, dans son portefeuille, par ces chiffres; qu'il leur suffit de se nourrir de la fumée du rôti des statistiques, et qu'ils en tirent une simple satisfaction d'amour-propre national.

Mais ces données nous concernent pourtant, non par jalousie, égalitarisme, amour des miettes de gâteaux, mais parce qu'elles constituent une réalité suisse. Les choix de notre politique étrangère en dépendent pour une bonne part. Comment donc s'est amassé ce pactole ?

A cette question, M. Iklé, membre du Conseil de direction de la Banque nationale suisse, a donné une réponse, dans un exposé présenté, à Bâle, le 27 février de cette année devant la Société de statistique et d'économie. Pour la bibliographie du sujet, précisons que l'Agence économique et financière, a, dans ses feuilles du 2 avril, fait un montage avec des citations de cet exposé, que M. Max Weber, dans la « Tagwacht » du 1^{er} mars, en donna un compte rendu. Subsidiairement, se référer à l'exposé de M. Schaefer, lors de l'assemblée générale de l'Union des Banques suisses (10 mars 1967).

Historiquement parlant

Quand on lit les mémoires des voyageurs du XVIII^e siècle, de ceux qu'ont hébergé toutes les capitales européennes, y compris les villes suisses, telles Bâle, Berne, Zurich, Soleure, on constate qu'ils décrivent l'aisance et la richesse de la bourgeoisie des Cantons, qu'un certain rigorisme religieux ne permet pas toutefois de rendre ostentatoires. Mais ce n'est pas sur Zurich que ces voyageurs tirent une lettre de change. Les centres bancaires sont Paris, Londres, et surtout Amsterdam. Casanova, longuement, décrit les beaux coups, en spéculation, à portée de celui qui, à Amsterdam, maître d'un million, était décidé à jouer sur les changes. Et c'est auprès des gnomes d'Amsterdam (ceux de Zurich n'avaient pas encore grandi) que Louis XV espérait souscrire quelque emprunt pour améliorer sa trésorerie. Le docteur Iklé n'a pas cité Casanova au sein de la Société de statistique et d'économie, mais il fait les mêmes remarques historiques.

Il a fallu attendre le démarrage et la prospérité des industries d'exportation pour qu'à la fin du XIX^e siècle les banques suisses commencent à jouer un rôle international. Il y a donc antériorité du capitalisme industriel sur le capitalisme financier; une étude de la situation actuelle permet de penser que le capitalisme industriel demeure prédominant.

Les raisons qui poussèrent à l'exportation des richesses sont évidentes. Le pays est exigu, son marché intérieur étroit. A cette constatation M. Iklé ajoute cette remarque, qui a aujourd'hui tout son sel: « Les faibles besoins en liquidités du secteur public ont alors incité nos banques à investir à l'étranger les fonds déposés par les épargnants nationaux et par les capitalistes étrangers ». Dans le même souffle, pour expliquer que la Suisse est de-

venue une terre de sociétés de financement, il observe, et c'est encore du sel gemme: « D'un autre côté, la récente prolifération de holdings et de sièges sociaux sur le territoire helvétique s'explique pour des raisons fiscales ».

Actuellement parlant

L'histoire nous dit dans quel sol se sont nourries les racines; mais quand eut circulé la sève, éclata la croissance. Cet élan incroyable, la Suisse en bénéficie dès 1958 (libre convertibilité des monnaies), dès 1961 (la réévaluation du mark allemand et du florin hollandais stimule la spéculation sur le franc suisse; en 1961 encore, 1 milliard d'emprunts étrangers furent émis et souscrits en Suisse); dès 1950, nos industries laissées intactes par la guerre profitent de la relance de l'économie mondiale (plan Marshall et guerre de Corée); elles obtiennent ainsi d'étonnantes ressources, ménagées par un fisc tranquille et par des revendications salariales raisonnables; cette formidable capacité d'autofinancement, elles l'utilisent en grande partie pour le développement de leurs filiales étrangères.

On pourrait poursuivre l'énumération des facteurs de notre prospérité récente; à ce sujet nous avons déjà consacré dans « Domaine public » de nombreuses études. Mais il faut insister sur un point fondamental à nos yeux.

Dès 1958 s'est opérée une sorte de mutation de l'économie; dès cette date, tout est devenu différent quantitativement, qualitativement. Or la politique, elle, n'a pas suivi; disant cela, nous ne pensons même pas au fonctionnement des institutions, aux méthodes de travail désuètes du Conseil fédéral, mais à l'ignorance par les politiciens des réalités nouvelles, économiques. Or l'internationalisation de nos privilèges fiscaux, l'afflux de sociétés étrangères sur notre sol, l'extraordinaire augmentation de la fortune suisse à l'étranger sont des phénomènes nouveaux qui vont conditionner notre avenir.

Les politiciens ont droit d'ailleurs à toutes les excuses. Un exposé comme celui de M. Iklé a été salué par les spécialistes comme une communication de grande importance. Or si les spécialistes en sont encore à devoir s'informer, comment voulez-vous faire naître chez des profanes une prise de position politique ?

Et pourtant ces réalités nouvelles nous déterminent déjà, sans que nous le sachions clairement. Les dix dernières années de notre vie ont été capitales; comme un voyageur endormi dans un train qui roule, nous ignorons encore que le paysage a changé: nous nous croyons toujours en 1958.

Une illustration de cette modification. Il y a cinq ans, le docteur Iklé s'était livré à un semblable travail, qui fut publié dans les « Mélanges » offerts au professeur Marbach à l'occasion de son 70^e anniversaire. A cette époque il estimait la fortune suisse à 30 milliards. Aujourd'hui, il l'évalue à 43,6 milliards. Gain en cinq ans: plus de 13 milliards. Même si l'on tient compte de la dévaluation des monnaies, même si l'on admet que cette augmentation est due pour une part à une estimation plus précise du patrimoine, même si l'on s'arrête au chiffre plus modeste de 10 milliards, cet accroissement est extraordinaire. Ce n'est pas que le rendement moyen soit inouï en soi, mais appliqué à des sommes de telles dimensions, il a des effets gigantesques. Imagine-t-on ce que représente, à l'échelle internationale, en influences et en dépendance, aussi, une fortune suisse (mais en mains privées pour l'essentiel) lourde de 10 milliards supplémentaires.

Mais plus exactement, comment se fait le décompte ?

Le premier poste

Le premier poste comprend les investissements directs des maisons suisses dans leurs filiales étrangères. Si nous nous référons au rapport du Conseil d'administration de Nestlé, pour l'exercice 1966, nous constatons que « Nestlé dans le monde » comprend les unités d'exploitation suivantes: 77 centres administratifs, 218 fabriques, 575 bureaux et dépôts de vente. Ces bâtiments, ces machines, ces équipements représenteraient 3,6 milliards en valeur d'assurance incendie. En valeur réelle, beaucoup plus.

A Nestlé, ajoutez les chimiques, la métallurgie, bref toutes les entreprises suisses qui ont essaimé au-delà des frontières, ajoutez encore des sociétés commerciales, comme les frères « Volkart » à Winterthur, la maison « André » à Lausanne, « Simoni Vischer et Cie » à Bâle, et encore les entreprises de transport « Swissair », l'armement fluvial, etc... Sur cette base, les investissements directs des maisons suisses à l'étranger peuvent être estimés à 17,5 milliards, soit plus de 6 milliards d'augmentation en cinq ans. Même si l'on ne perd pas de vue le fait que ces chiffres sont des évaluations très approximatives, ils sont significatifs.

Les titres

Deuxième poste : les titres. Quelle est la valeur des titres étrangers détenus par des Suisses ? Il faudrait lever le secret bancaire pour le savoir. Faute de quoi on en est réduit à l'interprétation des renseignements fournis pour les accords de double imposition. M. Iklé articule 13 milliards. Les experts disent : c'est prudemment évalué.

Dès 1948, les émissions d'emprunts obligataires furent à nouveau autorisées en Suisse. A fin 1965, leur montant s'élevait à quelque 6 milliards, dont les deux tiers, estime-t-on, furent souscrits par les nationaux. Enfin, viennent les fonds d'investissements, spécialisés dans l'achat de valeurs étrangères. A leur sujet, on possède des statistiques sûres : ils représentent une fortune de 2,7 milliards.

Au total, les Suisses détiennent quelque 20 milliards de titres étrangers.

Banques et assurances

Laissons les chiffres, les milliards sont abstraits, mais allons jusqu'au bout de l'inventaire. Nos banques possèdent des créances sur l'étranger et des engagements envers l'étranger, à court terme dans la règle, pour des montants très élevés, qui s'expliquent par le fait que le franc suisse est internationalement utilisé dans les opérations bancaires. Pour retrouver de tels chiffres, déclare M. Iklé, il faudrait au moins additionner les actifs des banques allemandes, françaises et suédoises !

Côté assurances, le bilan est tout aussi brillant. Ainsi, la Société suisse de réassurance est aujourd'hui la plus grande entreprise de ce genre dans le monde; avant la Lloyd !

Banques et assurances apportent ensemble 3 milliards d'excédents.

Mais la fortune privée n'est pas seule en cause.

Confédération et banque nationale

Ce qu'on a appelé le sauvetage de la livre a mis en lumière l'intervention de la Confédération et de la Banque nationale dans la politique monétaire internationale, notamment par l'intermédiaire de la Banque des règlements internationaux qui a son siège à Bâle. La Confédération est intervenue aussi pour soutenir le dollar et atténuer le déficit de la balance des paiements des Etats-Unis en achetant pour plusieurs centaines de millions de bons du Trésor américain. Ces sommes furent considérables, eu égard aux dimensions du pays. Donnons sur ce point, pour changer de récitant, la parole à M. Schaefer.

« A ce sujet, il peut être intéressant de savoir que ces dernières années, les crédits monétaires internationaux octroyés par la Banque nationale suisse et la Confédération atteignirent la somme considérable de 7,4 milliards de francs au total, dont 2,2 milliards étaient encore à recouvrer au début de 1967 ». Maintenant faites l'addition; tenez compte aussi du passif : 7 milliards d'investissements étrangers en Suisse (titres et investissements directs) passif des banques, des assurances. Le bilan laisse 43 milliards d'actif comme nous le disions en tête d'article. Et alors ?

Trois étonnements en guise de conclusion

Premier étonnement : Devant de tels chiffres, on peut se demander comment il y a des secteurs vitaux, et rentables, de l'économie suisse qui ne trouvent pas un financement. A court terme, les banques suisses disposent d'un actif de 1,4 milliard; la Confédération

possède 1 milliard d'argent gelé, hors circuit. La Suisse dispose d'un actif total de créances à court terme de 4,3 milliards.

Comment faire croire, au vu de tels chiffres, que l'économie nationale ne peut fournir les crédits capables de résoudre le problème du logement ? N'est-ce pas la preuve que dans la gestion de cette brillante fortune on ne tient pas compte d'abord des besoins nationaux prioritaires ?

Deuxième étonnement :

Ces dernières années, pendant la période considérée 1960-1965, la balance des revenus s'est soldée par un déficit de quelque 6 milliards. Nous achetions plus que nous ne vendions malgré les apports du tourisme et des services des banques. Nous dépensions trop. C'est la raison pour laquelle on a voulu guérir le pays. Austérité, lutte antisurcharge. A tout prix on voulait interrompre la saignée. Mais en même temps, la fortune suisse à l'étranger augmentait d'une dizaine de milliards. A la fois et simultanément nous devenions plus pauvres et plus riches. Comment était-ce possible ?

L'explication est simple. Les filiales des maisons suisses ont fait de substantiels bénéfices. Elles les ont réinvestis sur place pour l'essentiel. Seules de petites sommes étaient rapatriées; insuffisantes pour corriger notre balance des revenus; mais pendant ce temps la substance de la fortune suisse augmentait à l'étranger dans des proportions énormes.

Les conséquences sont elles aussi de proportions énormes : en effet les fortunes expatriées prospèrent, hors du pays, de manière autonome. Certes les actionnaires pâtissent du peu de revenus distribués; nous ne sommes pas là pour les plaindre; en revanche cette richesse toujours réinvestie ne contribue pas à l'effort d'équipement collectif; elle est soustraite au fisc suisse (qui de toute façon serait fort indulgent pour elle); la misère des finances publiques comparée à l'augmentation de la fortune nationale est un défi.

Défi encore que d'exiger du peuple suisse un effort accru pour financer les investissements nationaux, alors que la fortune expatriée se finance elle-même, fait boule de neige et s'accroît sans retour.

Troisième étonnement :

Il est clair que ces placements, dont nous avons le record mondial, créent entre nous et le capitalisme international des liens d'interdépendance étroits. Tel était le sens de l'exposé de M. Iklé. Nous avons des œufs, partout, dans tous les paniers. Nous voulons donc la paix, nous sommes neutres, pas de casse. Mais cette interdépendance est aussi dépendance. Nous tirons notre prospérité d'un système dont les Etats-Unis sont les protecteurs. L'accroissement de notre fortune internationale nous lie à eux, chaque jour plus.

Dix milliards d'augmentation de fortune en cinq ans. On s'apercevra bientôt à quel point cette richesse nous met, internationalement, en condition.

Le capitalisme suisse et les grands magasins européens

Cette augmentation de la fortune suisse à l'étranger, il est intéressant de l'observer dans un secteur précis. Nous avons choisi celui du grand commerce. La création des magasins à vaste surface, la nécessité de rationaliser l'approvisionnement par la construction de gigantesques entrepôts ont exigé d'énormes capitaux; ils dépassaient les ressources des entreprises familiales traditionnelles. Aussi se sont constituées, à l'échelle internationale, des sociétés de financement où les capitaux suisses jouent un rôle déterminant.

O. Faber, dans un numéro récent du « Coopérateur suisse » nous donne de ces filiations une description remarquable de précision. Suivons son exposé.

« On a enregistré ces dernières années la constitution, à l'initiative de groupes bancaires, de sociétés ayant pour but précisément de fournir au (grand)

commerce les fonds qui lui permettront de se moderniser et de se développer. N'étant pas commerciale, l'activité de ces sociétés est généralement mal connue, mais il est hors de doute qu'elles jouent un rôle très important dans la concentration qui se manifeste aujourd'hui dans le secteur de la distribution par le développement des formes intégrées du commerce (grands magasins, magasins populaires, maisons à succursales multiples).

» Le type même de ce genre de société est la « General Shopping », Société Holding internationale pour le commerce de détail, fondée à Luxembourg en décembre 1962 par le Crédit Suisse. Cette société, dont le capital, doublé en 1963 déjà, s'élève à 50 millions de dollars, se consacre à la prise de « participations dans des entreprises dirigeantes du commerce de détail »; elle s'intéresse financièrement, « en corrélation avec des sociétés de premier ordre de la branche, au développement des nouvelles formes de distribution ». Les moyens considérables dont elle dispose ont permis à la General Shopping d'acquérir des parts de capital ou d'octroyer des prêts à un nombre respectable de sociétés en Suisse (Turicum, société par l'entremise de laquelle Jelmoli contrôle notamment l'Innovation et le Grand Passage; Intershop Holding, créatrice du célèbre shopping center Main Taunus de Francfort), en Allemagne (Otto Versand et Neckermann, deux grandes affaires de vente par correspondance), en France (Union immobilière des supermarchés et centres commerciaux, finançant la construction de magasins en libre-service), en Autriche (où sous l'égide de la General Shopping un important regroupement vient d'être opéré entre divers grands magasins de la capital, de Linz et d'Innsbruck), en Espagne enfin (Galerias Preciados, grand magasin de Madrid et Barcelone). Malgré quelques surprises désagréables, dues notamment aux ennuis d'InnoFrance, la General Shopping a bouclé son troisième exercice par un bénéfice de plus de deux millions de dollars.

» L'importance de ses moyens financiers, la variété de ses participations et celle de ses liaisons permettent à la General Shopping d'exercer une influence décisive dans la distribution européenne, en se contentant de « patronner » le rapprochement d'entreprises dont au demeurant elle ne cherche pas à devenir actionnaire majoritaire. »

Maintenant poursuivons sur un point particulier. La General Shopping, créée en grande partie avec des capitaux suisses ou gérés par une banque suisse, a pris une participation dans Intershop holding qui a construit le centre d'achat du Main, à l'ouest de Francfort. Caractéristiques : installé en pleine campagne, sur une surface de 330 000 mètres carrés, surface de vente 42 000 mètres carrés, 3000 places de parc pour voitures, coût 45 millions de marks. Intershop a une participation majoritaire, 65 %. Mais qui est derrière Intershop ? A ce nouvel échelon, on retrouve les capitaux suisses.

Intershop est en effet une société suisse, fondée en 1962 (remarquez la date !), dont le siège est à Zurich. Son capital social de 25 millions.

Voici sa fiche signalétique.

Y participent :

Winterthur accidents, Winterthur.

Neue Bank, Zürich.

Nederlandse Overzee Bank, Amsterdam.

Hambros Bank, Londres.

J. Henry Schroder, Waag et Co. Londres.

La Compagnie financière, Paris.

de Rothschild frères, Paris (on remarque ici la liaison Winterthur accidents et Rothschild, dont nous avons parlé à propos des cités-satellites de La Côte).

Bayerische Hypotheken und Wechselbank, Munich.

Banca nazionale del Lavoro, Rome.

Kredietbank, Anvers.

General Shopping, Luxembourg.

C'est un bel amalgame, sous égide suisse : le président du Conseil d'administration est le directeur général de la Winterthur, M. Braunschweiler; le directeur est Suisse, M. J. Müller. De la General Shopping à Intershop, visage international du capitalisme suisse.

La Grèce (suite)

absorbée par les problèmes de sa construction intérieure, inquiète devant l'agressivité chinoise, ne désire courir aucun risque en Europe. Si elle tolère que la Roumanie, dans les Balkans, et à sa frontière, prenne effrontément du champ, dans sa zone d'influence même, ce n'est pas pour se mettre en situation de devoir intervenir dans la chasse gardée de l'adversaire.

Et dans tous les pays instables, cette situation crée un encouragement aux aventuriers casqués. Ils croient être assurés de l'appui des Américains, dont l'anticommunisme est réactivé par la guerre du Vietnam, sans compter la solidarité quasi-professionnelle qui lie, à travers les frontières, certains militaires et certains services secrets; mais ils ne redoutent pas de déclencher une réaction de l'Union soviétique, de provoquer un casus belli. Belle tentation pour risquer le fait accompli de la prise du pouvoir.

La Grèce fait l'expérience de cette situation internationale-là. Or, avec son destin, se joue celui de l'Europe. L'Europe qui se construit devra englober les pays méditerranéens, à la fois pour les arracher à leur sous-développement, comme c'est le cas, magnifiquement, de l'Italie, et pour leur assurer un équilibre politique qui cesse d'en faire l'enjeu de la diplomatie soviétique ou américaine. La Grèce pourrait ou s'engager dans une expérience démocratique et rallier le camp européen ou demeurer, financée par les dollars, un bastion anticommuniste, perdant sa liberté pour mieux assurer prétendument son rôle de bastion avancé du monde libre.

La Grèce sera-t-elle indépendante et européenne ? Tel est l'enjeu. C'est pourquoi il importe que, dans notre pays aussi, les manifestations de sympathie envers le peuple grec se multiplient. Dans l'immédiat, elles empêchent les militaires grecs au front de taureau d'oser aller jusqu'au bout de la répression et elles préparent, dans la mesure modeste de notre influence extérieure, l'avenir démocratique d'une Grèce européenne.

Zürich en 1940

Le 37^e et dernier cahier de « Témoins ». Les amis de Jean-Paul Samson l'ont consacré à une édition du « Journal de l'an 40 »¹ dont Cherpillod parlera dans un prochain numéro. On retrouve dans ces pages l'homme, sa simplicité, son authenticité, son drame personnel; mais aussi notre histoire.

Au printemps, en mai 1940, Samson vit à Zürich. C'est une ville qu'il fréquente depuis vingt ans, sans intimité, malgré sa connaissance de la langue, malgré son amitié avec Fritz Brupbacher.

Voici comment il y vécut l'armistice franco-allemand. C'est un document.

24 juin

« Ne pas manquer de noter méticuleusement comment, en cette ville de Zurich qui n'en a jamais fini de stupéfier l'étranger que je suis resté chez elle, j'ai appris l'acceptation de l'armistice : cela caractérise tellement, je ne dirai pas le sang-froid mais la froideur de sang du peuple, sous ses apparences de surnormalité, peut-être le plus invraisemblable qui soit... Las de l'extrême chaleur, je ne raccompagnai Gritta, le soir, qu'à un tram, et non à la gare. Or, à peine nous étions-nous quittés qu'un marchand de journaux qui jaboie pas mal le français et, pour cette raison, aime bien de temps en temps m'arrêter dans la rue pour faire un brin de causette, me dit : « La paix est signée ! on l'a annoncé à dix heures à la radio ». « Comment ! m'exclamai-je, il n'y a pas d'édition spéciale ? » « Oh ! chez nous c'est tout organisé. Jusqu'à ce que ce soit imprimé et envoyé à l'expédition, ce serait trop tard. Pensez, il est déjà onze heures ».

Peuple, je l'ai dit, le plus invraisemblable qui soit, et j'ai beau vivre ici depuis plus de vingt ans, je ne me ferai jamais à cette placidité plus qu'anglaise.

Quelques instants, j'errai entre les divers cafés qui sont près de Bellevue, espérant apercevoir n'importe

qui de connaissance qui pût me donner confirmation de la nouvelle, et surtout quelques détails. Finalement, j'entrai au petit bar du Corso, où ils ont la T.S.F., et demandai à la serveuse qui m'apportait ma consommation si elle avait entendu le bulletin du soir. Bien qu'elle eût, à son habitude, un verre dans le nez, elle se rappelait encore assez l'émission pour me dire que l'armistice — évidemment, et pas la paix — avait bien été signé. Le bar était plein de gens à moitié soûls. C'est leur façon de s'amuser. A une table voisine, une petite grue de langue française, tout à fait le genre putain bourgeoise et distinguée, avait fait un type. Elle parlait bien sûr de la France et de la paix, et je distinguai cette phrase : « N'est-ce pas, il y a tellement de racaille, — tous ces communistes... » Du pur Weygand !... Je n'avais plus qu'à remonter méditer chez moi la tout ensemble libératrice et accablante nouvelle agréementée du souvenir de l'édifiant milieu où l'on venait de me la confirmer. Bien entendu, le lendemain, je me levai anormalement tôt pour un dimanche. Un journal, bon Dieu ! vite un journal !

Mais présentant toute l'armature de règlements de police qui doivent sévir à l'heure des offices divins, je ne descendis qu'après neuf heures. De journal, toujours pas le moindre. Vers dix heures et demie, pas davantage. Après onze heures, j'eus enfin « La Suisse » de Genève, qui, elle, publiait les dépêches. Dans l'après-midi, je vis les gens enfin s'arracher une édition spéciale. Mais c'était celle d'un journal de Berne, lequel reproduisait, un point c'est tout, les dépêches déjà données par « La Suisse », et qu'on ne vendait d'ailleurs qu'aux abords de la gare et en deux ou trois autres points de la ville, la rédaction bernoise n'ayant assurément pu imaginer qu'aucune feuille de Zurich ne s'aviserait d'attendre tout tranquillement le moment habituel de sa mise en vente un dimanche, c'est-à-dire six heures ou six heures et demie du soir. De sorte que la presse zurichoise se sera bel et bien accordé un délai **d'une vingtaine d'heures** avant de publier ce fait divers de taille : la signature de l'armistice franco-allemand. »

Agriculture suréquipée

En complément à l'article de notre dernier numéro. L'agriculture suisse, en 1966, a investi en machines et équipement pour 340 millions. C'est autant qu'un géant mondial de l'industrie. Mais le rendement agricole est la moitié du chiffre d'affaires d'une société industrielle capable d'investir plus de 300 millions. Bien sûr un tracteur, une moissonneuse agricole n'est pas comparable à une machine d'usine qui travaille l'année durant.

Il demeure évident pourtant que l'agriculture suisse se suréquipe coûteusement. Trop d'investissements individuels, et pas assez d'investissements collectifs pour renforcer la part du paysan dans la transformation et la commercialisation des produits.

Après les élections genevoises

Les commentaires ont souligné les caractéristiques essentielles du scrutin genevois. Rappelons pour mémoire :

- l'importance des transformations démographiques; la ville se dépeuple; les communes sub-urbaines grandissent; d'où un déplacement des forces de gauche à la périphérie, ce qu'on observe dans toutes les grandes villes européennes.
- le coup de semonce donné aux partis qui tremperent dans l'affaire des indemnités;
- le mécontentement diffus qui règne dans la population, qu'il soit justifié pour des raisons locales ou encore nationales (renchérissement).

C'est à ce dernier point que nous aimerions nous arrêter. La capacité des Vigilants de cristalliser le mécontentement fut étonnante; ils ont réussi certainement à limiter l'avance du Parti du Travail; ils ont mordu largement sur l'électorat socialiste, comme le révèle l'analyse du scrutin, quartier par quartier. La perte de substance dans les quartiers ouvriers est importante.

Il se confirme que certains milieux économiques n'ont pas hésité à soutenir, financièrement, les Vigilants; ils ont misé sur leur pouvoir de détourner des voix qui par protestation votaient à gauche. Nul doute que le succès genevois fera rêver des imitateurs.

Mais les poujadistes Vigilants ont pourtant déjà révélé à Genève leur inutilité. La lecture des comptes rendus du Grand Conseil le prouve. Ils ne font rien; ils ne s'opposent même pas aux dépenses nouvelles, parce qu'elles sont nécessaires et parce qu'ils doivent l'admettre. Ils sont pour l'instant l'image de la stérilité du rôleur.

Ils ont eu pourtant quelque chose de bon. Leur succès spectaculaire, comparable à celui des Indépendants à Zurich, oblige les partis à s'interroger. Que faire ?

En ce qui concerne la gauche socialiste, nous ne pouvons que répéter ce que nous avons dit souvent. Il est toujours loisible de s'emparer des motifs de mécontentement populaire et de bâtir sur ces thèmes une campagne électorale. Mais partout où un parti neuf, partout où un parti non associé au gouvernement est organisé, il sera toujours mieux placé pour exploiter ces mêmes sujets. A demi-oppo-sant, oppo-sant à part entière : à critique, critique et demi.

Donc la partie essentielle se joue, en fin de compte, sur le plan fédéral. Si la gauche socialiste ne réussit pas à obtenir de ses associés au Conseil fédéral un minimum de réformes et un autre style de gouvernement, elle sera perdante partout.

Or l'idée d'un programme de gouvernement gagne du terrain. Elle sera certainement l'occasion d'un grand débat Chambres. Même la « Neue Zürcher Zeitung », jusqu'ici très critique, nous l'avions relevé, est entrée en matière sur ce sujet (voir l'éditorial du 28 avril). La définition d'une ligne politique, proclame la N.Z.Z., même sous la forme d'un « programme minimum » ne saurait être imposée d'en haut par le seul Conseil fédéral; ce serait aussi la tâche des partis représentés au gouvernement et de leurs groupes parlementaires que d'élaborer un tel instrument de travail.

Or si ce débat a lieu, c'est à la gauche de dire ce qu'elle désire obtenir et ce qu'elle ne peut cautionner. Tel est son rôle, par nature; le réformisme est sa justification. Faute de quoi il y aura encore de beaux jours pour les Vigilants et consorts.

Le général Westmoreland devant le Congrès des Etats-Unis

Devant les parlementaires américains, le général Westmoreland a fait son travail. Il a rendu hommage à ses boys, il a rappelé que, comme tous les soldats du monde, ils ne pouvaient vaincre que si l'arrière tenait.

Il a parlé, même si le ton est mesuré, comme on parle à un pays en guerre. Maintenant, toute contestation de l'engagement américain devient défaitisme, aide à l'ennemi, trahison. C'est dire que, désormais, est remontée comme un ressort la logique de la guerre. Quand un général engage la vie de ses hommes, il doit tout faire pour qu'ils ne soient pas tués par la négligence de ceux qui les commandent, ce qui signifie : guerre totale sur le front des combats et appui inconditionnel exigé de l'arrière.

Le plus inquiétant pour la paix du monde, c'est, après une lecture attentive du discours, une petite phrase stupide, qui veut faire croire que le Nord Vietnam est le seul ennemi, le seul fauteur de guerre. La voici, traduite textuellement :

« En trois ans d'une étude attentive et d'une observation quotidienne, je n'ai jamais eu la preuve qu'il s'agissait d'une insurrection du pays même (an internal insurrection) ».

Si donc, les Etats-Unis succombent à la logique de la guerre, s'ils croient que l'ennemi est uniquement hors des frontières du Vietnam Sud, l'escalade n'aura pas de limites.

¹ Dépositaire pour la Suisse : Michel Boujut, 10, avenue du Lignon, 1211 Genève.